



Environnement
Canada

Environment
Canada

DOCUMENT DE CONSULTATION PUBLIQUE

Propositions visant à moderniser le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* afin d'améliorer la gestion de la chasse au Canada

mars 2014

Service canadien de la faune

Rapport du Service canadien de la faune sur la réglementation
concernant les oiseaux migrateurs

Numéro 42



Canada

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les oiseaux migrateurs, veuillez consulter le site **Web d'Environnement Canada sur les oiseaux migrateurs** :

www.ec.gc.ca/nature/default.asp?lang=Fr&n=FDF836EF-1

Le présent rapport devrait être cité de la façon suivante :

Service canadien de la faune. 2014. *Propositions visant à moderniser le Règlement sur les oiseaux migrateurs afin d'améliorer la gestion de la chasse*. Document de consultation publique – Janvier 2014. Rapport du SCF sur la réglementation concernant les oiseaux migrateurs numéro 42. Environnement Canada, Ottawa.

N° de cat. : CW69-16/42-2013F-PDF

ISBN 978-0-660-21620-1

Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

On demande seulement :

- de faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit;
- d'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur;
- d'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

La reproduction et la distribution à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'auteur. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec l'informathèque d'Environnement Canada au 1-800-668-6767 (au Canada seulement) ou 819-997-2800 ou par courriel à enviroinfo@ec.gc.ca

Photo de la couverture : Chasse aux garrots, Nouveau-Brunswick © Environnement Canada, photo : Grant Gilchrist

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de l'Environnement, 2014.

Also available in English

TABLE DES MATIÈRES

NOUS VOULONS VOUS ENTENDRE	4
MODERNISATION DU <i>RÈGLEMENT SUR LES OISEAUX MIGRATEURS</i> AFIN D'AMÉLIORER LA GESTION DE LA CHASSE AU CANADA.....	6
OBJECTIFS DES MODIFICATIONS PROPOSÉES	6
1. QU'EST-CE QUE LA CHASSE?.....	7
1.1 OBJECTIF DU PERMIS DE CHASSE AUX OISEAUX MIGRATEURS	7
1.2 PRÉCISER QUI DOIT DÉTENIR UN PERMIS DE CHASSE AUX OISEAUX MIGRATEURS	10
2. POSSESSION ET ABANDON D'OISEAUX MIGRATEURS.....	13
2.1 RÉGLEMENTER LA POSSESSION	13
2.2 INTERDIRE L'ABANDON D'OISEAUX MIGRATEURS	19
2.3 PREUVE DE LA PROPRIÉTÉ LÉGALE	22
3. MÉTHODES ET MATÉRIEL DE CHASSE	26
3.1 NOUVELLE APPROCHE POUR AUTORISER LES GRENAILLES NON TOXIQUES	26
3.2 OPTION POUR S'ASSURER QUE LES ESPÈCES PRISES PEUVENT ÊTRE IDENTIFIÉES.....	29
3.3 UTILISATION D'ARCS	32
4. PROBLÈMES LIÉS À LA CHASSE ET AUX PERMIS EN VERTU DU <i>RÈGLEMENT SUR LES OISEAUX MIGRATEURS</i>	35
4.1 AUTORISATION DE DÉPASSER LE MAXIMUM D'OISEAUX À POSSÉDER POUR LES ENTREPRISES DRESSANT DES CHIENS RAPPORTEURS	35
4.2 DONS DE CARCASSES D'OISEAUX MIGRATEURS À DES BANQUES ALIMENTAIRES OU DES SOUPERS BÉNÉFICES	38
RÉSUMÉ.....	43

Nous voulons vous entendre

**COMME PERSONNE OU ORGANISATION INTÉRESSÉE À LA GESTION DE LA CHASSE
AUX OISEAUX MIGRATEURS, VOS COMMENTAIRES À L'ÉGARD DES PROPOSITIONS
CONTENUES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT NOUS SERONT UTILES.**

Aperçu

Environnement Canada propose des modifications au *Règlement sur les oiseaux migrateurs* (ci-après règlement) afin d'améliorer la gestion de la chasse aux oiseaux migrateurs au Canada.

Ce règlement est administré par le Service canadien de la faune d'Environnement Canada. La première version du règlement a été rédigée en 1917 et des modifications ont été apportées à plusieurs intervalles depuis cette date. Le processus de révision en cours a pour but de répondre aux problèmes, aux préoccupations et aux défis qui ont été soulevés au cours des 20 dernières années concernant le règlement.

L'ensemble du règlement a été passé en revue, y compris les parties portant sur le contrôle de la chasse aux oiseaux migrateurs considérés comme gibier (canards et oies, grues, gallinules, râles, tourterelles tristes, guillemots, bécasses, bécassines et pigeons à queue barrée).

Il convient de noter que ces modifications ne portent pas sur les maximums de prises ni sur les dates des saisons. Nous examinons plutôt le texte principal du règlement, qui décrit, entre autres, les règles relatives à la possession, à l'étiquetage, au transport, au gaspillage et à la transformation d'oiseaux migrateurs. Le règlement peut être consulté à l'adresse suivante :

laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/C.R.C.%2C_ch._1035/index.html

Vos commentaires sont nécessaires

Nous avons décidé de vous contacter directement, en raison de votre intérêt particulier pour la gestion de la chasse aux oiseaux migrateurs considérés comme gibier. Le Service canadien de la faune souhaite connaître votre opinion et vos préférences sur les modifications et recommandations proposées, afin de s'assurer que

tous les points de vue ont été pris en considération avant la rédaction de la version finale des propositions.

Au fur et à mesure que vous lisez ce document et préparez vos commentaires, nous vous demandons de garder les questions suivantes à l'esprit :

Êtes-vous d'accord avec l'option recommandée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les forces de cette option, à votre avis?
- Sinon, pourquoi n'êtes-vous pas d'accord avec l'option proposée?
 - Quelles sont vos principales préoccupations?
 - Quelles améliorations proposeriez-vous?

Ces questions ne sont pas exhaustives et ne visent pas à limiter la quantité, l'étendue ou l'objet de vos commentaires. Leur seul objectif est d'orienter votre réflexion et de nous aider à atteindre l'uniformité et l'harmonisation dans la mise en œuvre des commentaires que nous recevons.

Veillez noter qu'Environnement Canada ne sera pas en mesure de répondre à tous ceux qui auront fourni des commentaires mais soyez assuré que vos commentaires seront étudiés attentivement et pris en considération lors de la prise de décisions.

Veillez faire parvenir à Environnement Canada vos commentaires sur les propositions présentées dans ce document au plus tard le 9 juin 2014 :

- Par courriel à : Rapports.Omregs@ec.gc.ca;
- Par la poste à l'adresse suivante : Directeur, Conservation et gestion des populations, Environnement Canada, Gatineau, Québec, Canada K1A 0H3

Modernisation du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* afin d'améliorer la gestion de la chasse au Canada

La chasse aux oiseaux migrateurs est une activité qui a grandement évolué au cours des 20 dernières années au Canada. Les populations de sauvagine sont généralement en bon état et on compte moins de chasseurs qu'auparavant. De plus, un processus bien établi permet d'assurer que la chasse soit gérée de façon durable pour les générations futures. Au cours des dernières décennies, un certain nombre de problèmes liés à la réglementation ont été soulevés, notamment des plaintes et préoccupations soulevées par les chasseurs, les organisations de chasse, les biologistes des populations d'oiseaux migrateurs et les agents d'application de la loi.

Pour ces raisons, le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* est présentement en cours de révision. Un certain nombre de modifications sont proposées pour traiter les problèmes soulevés et améliorer la gestion de la chasse. Les propositions de changement contenues dans le présent document portent sur des questions qui pourraient toucher directement les chasseurs. Des changements mineurs, sans conséquence réelle sur les chasseurs (comme améliorer la terminologie qui est présentement floue ou obsolète, ou encore changer l'ordre des sections) sont également proposés.

Veuillez noter que la présente consultation **ne porte pas** sur des changements au sujet des maximums de prises ou des dates d'ouverture et de fermeture des saisons de chasse. Nous examinons plutôt le texte du règlement lui-même, qui présente la réglementation notamment sur la possession d'oiseaux migrateurs, l'étiquetage, le transport, le gaspillage, la transformation et d'autres sujets.

Objectifs des modifications proposées

Les modifications au *Règlement sur les oiseaux migrateurs* qui sont envisagées visent à :

- fournir les outils nécessaires pour assurer la conservation et la viabilité de la chasse aux oiseaux migrateurs;
- reconnaître que la chasse est une activité valorisée, et éviter aux chasseurs des obstacles et des irritants inutiles;
- encourager la participation à la chasse, et offrir des opportunités égales à tous ceux qui souhaitent participer à cette activité;
- maintenir le soutien du grand public en faveur de la chasse;
- s'assurer que la réglementation est claire, efficace, fondée sur le bon sens, et exécutoire.

1. Qu'est-ce que la chasse?

1.1 Objectif du permis de chasse aux oiseaux migrateurs

Contexte

Personne ne peut capturer un oiseau migrateur, à moins d'avoir obtenu un permis délivré en vertu du *Règlement sur les oiseaux migrateurs*. Un permis peut être délivré uniquement pour les fins précisées dans le règlement soit notamment, les permis de chasse, les permis scientifiques et les permis relatifs aux oiseaux nuisibles ou dangereux.

En général, le règlement comprend un énoncé expliquant l'objet du permis, ou à tout le moins, un objectif implicite, qui clairement indique comment les oiseaux pris en vertu du permis peuvent être utilisés.

En 1966, le permis de chasse a été mis en place, et est exigé depuis, afin de répondre aux besoins d'un système d'échantillonnage des prises, soit l'Enquête nationale sur les prises. L'inscription des chasseurs permet à un échantillon d'entre eux de participer à l'enquête annuelle sur leurs succès de chasse au cours d'une saison. Cette information permet de s'assurer que la chasse demeure une activité durable. Avant cette période, la chasse était traitée comme une exception à l'interdiction générale de tuer des oiseaux migrateurs.

Présentement, le permis de chasse est appelé « permis de chasse aux oiseaux migrateurs considérés comme gibier ». Le Service canadien de la faune considère la possibilité de modifier le nom du permis de chasse pour régler un problème administratif. En effet, le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* ne mentionne pas clairement que les Guillemots de Brünnich sont considérés comme étant des oiseaux gibiers, bien qu'ils soient légalement chassés à Terre-Neuve et au Labrador, et qu'un permis soit requis pour cette chasse. Le nouveau nom serait donc : permis de chasse aux oiseaux migrateurs.

Le problème

Le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* tel qu'il est présentement ne mentionne aucun objectif précis pour les oiseaux pris en vertu du permis de chasse aux oiseaux migrateurs. Bien qu'il existe tout au long du règlement des références sur les utilisations permises des oiseaux pris, la recherche de toutes ces références peut être laborieuse et prêter à confusion.

L'absence d'un objectif clairement formulé dans le règlement crée de la confusion et engendre des idées fausses sur a) les utilisations qui pourraient être faites avec les oiseaux

pris; b) les personnes tenues d'obtenir un permis de chasse; et c) l'importance du permis pour le fonctionnement de l'Enquête nationale sur les prises.

Options

Tableau 1.1 : Options visant l'ajout d'un objectif au permis de chasse aux oiseaux migrateurs

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. Statu quo – aucun objectif énoncé	- Aucun	- Une conception erronée demeure concernant les utilisations permises des oiseaux pris, sur les personnes tenues d'obtenir un permis de chasse et sur l'importance du permis pour le fonctionnement de l'Enquête nationale sur les prises.
2. Ajouter un énoncé définissant l'objectif du permis de chasse : les oiseaux migrateurs pris dans le cadre de la chasse seront destinés principalement à la consommation humaine, et permettront d'établir une base d'échantillonnage pour une enquête sur les prises des chasseurs.	- Précise les utilisations permises des oiseaux pris, les personnes tenues d'obtenir un permis de chasse et l'importance du permis pour le bon fonctionnement de l'Enquête nationale sur les prises.	- Aucun
OPTION RECOMMANDÉE		

Solution recommandée – Option 2

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'option recommandée

L'ajout d'un énoncé décrivant l'objectif du permis indiquerait clairement aux chasseurs ce qui est permis de faire avec le permis et aiderait à clarifier quelles sont les personnes qui doivent détenir ce permis (voir également la section 1.2).

Objectifs traités

- Contenu plus clair

POINTS IMPORTANTS

L'option proposée clarifie l'objectif du permis de chasse aux oiseaux migrateurs et l'importance du permis pour le fonctionnement de l'Enquête nationale sur les prises.

1.2 Préciser qui doit détenir un permis de chasse aux oiseaux migrateurs

Contexte

En vertu du règlement actuel, les tribunaux rendent des décisions différentes sur « qui est en train de chasser » et, par extension, sur qui doit détenir un permis de chasse aux oiseaux migrateurs. Cela est lié en partie à la définition actuelle très large du terme « chasse » dans le *Règlement sur les oiseaux migrateurs*, selon laquelle :

« *chasser* » signifie pourchasser, poursuivre, harceler, traquer, suivre un oiseau migrateur ou être à son affût, ou tenter de capturer, d'abattre, de blesser ou de harceler un oiseau migrateur, que l'oiseau soit ou non capturé, abattu ou blessé.

Les personnes sont libres de circuler dans des secteurs où l'on trouve des oiseaux migrateurs, mais dès qu'il y a des preuves indiquant leur participation active à des activités énumérées ci-dessus, elles sont considérées comme en train de chasser et sont tenues de posséder un permis de chasse. Elles risquent d'être poursuivies si elles n'ont pas de permis, qu'elles portent ou non une arme à feu.

Il n'y a pas d'approche standard au niveau de la législation provinciale, les activités exigeant la détention d'un permis de chasse varient d'une province à l'autre.

Le problème

La définition trop large du terme « chasse », fait en sorte qu'il est difficile de déterminer qui doit détenir un permis de chasse, et il est possible qu'elle entraîne des interprétations faussées exigeant un permis de chasse pour des activités qui ne sont généralement pas liées à la chasse. Les options présentées dans le tableau 1.2 ci-dessous visent à clarifier les cas généraux. Également, il existe des cas d'exception où le permis n'est pas exigé; ils sont décrits ci-dessous.

Options

Tableau 1.2 : Options visant à préciser qui doit détenir un permis de chasse aux oiseaux migrateurs, reconnaissant qu'il y a des exceptions pour des cas bien précis

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. Toute personne disposant des moyens pour abattre un oiseau migrateur et qui tente de le faire est tenue de détenir un permis OPTION RECOMMANDÉE	<ul style="list-style-type: none"> • Vise clairement les activités que le public perçoit généralement comme étant des activités de chasse • Les tribunaux ne formulent plus leurs propres définitions 	<ul style="list-style-type: none"> • Les agents d'application de la loi doivent prouver la « tentative »
2. Toute personne qui participe à une activité de chasse à titre personnel ou qui aide une autre personne est tenue de détenir un permis	<ul style="list-style-type: none"> • Facile à appliquer d'un point de vue de l'application de la loi 	<ul style="list-style-type: none"> • Un document de politique est nécessaire pour que les représentants officiels puissent répondre aux questions du public, mais ce document pourrait ne pas avoir force de loi • Les tribunaux continuent de formuler leurs propres définitions • La base de données de l'Enquête nationale sur les prises contient beaucoup d'enregistrements sur des titulaires de permis qui ne chassent pas en réalité

Solution recommandée – Option 1

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'option recommandée

Toutes les activités qui sont présentement interdites continueraient de l'être. Toutefois, selon l'option recommandée, seule la personne qui prend les oiseaux devrait détenir un permis de chasse et continuerait à être assujettie au maximum de prises quotidiennes.

Dans le cadre du statu quo, les personnes qui aident le chasseur ont également besoin d'un permis, même si elles ne chassent pas (p. ex., un guide de chasse, un ami qui aide à récupérer les oiseaux abattus).

L'enregistrement des chasseurs est important pour s'assurer que la chasse demeure une activité durable dans l'avenir

Selon l'approche recommandée, nous pourrions être certain que seuls les chasseurs seraient contactés pour participer volontairement à l'Enquête nationale sur les prises. Ceci augmenterait l'efficacité de l'enquête en excluant les aides, les observateurs et les guides.

Exceptions à l'obligation de détenir un permis

Les exceptions actuelles concernant l'obligation de détenir un permis demeureraient clairement précisées dans le règlement. Par exemple, les jeunes participants à la Journée de la relève seraient toujours exemptés de cette obligation.

De plus, le Service canadien de la faune considère la possibilité de modifier la formulation du texte du règlement afin de rendre plus facile l'ajout d'éventuelles exemptions dans le futur.

Un permis de chasse familial

Le Service canadien de la faune envisage également de permettre l'ajout d'un « permis de chasse familial », lequel permettrait aux membres immédiats d'une famille (détenteur du permis, son époux (se) et leurs enfants d'âge mineur) de chasser sous un même permis avec un maximum de prises par jour qui serait partagé entre les membres de la famille.

Objectifs traités

- Les préférences des chasseurs sont prises en compte
- Contenu plus clair

POINTS IMPORTANTS

La solution proposée porte clairement sur l'activité généralement comprise par le grand public comme étant la chasse. En d'autres termes, toute personne qui a les moyens pour abattre des oiseaux migrateurs et qui tente le faire, est en train de chasser.

2. Possession et abandon d'oiseaux migrateurs

2.1 Réglementer la possession

Contexte

L'établissement d'un maximum d'oiseaux à posséder¹ en tout temps pendant la chasse était initialement un moyen de contrôler les prises². Le concept de maximum de prises à posséder a été introduit au Canada en 1931, année au cours de laquelle les effectifs des populations reproductrices ont diminué en raison d'une grave et longue sécheresse. Depuis ce temps, les maximums d'oiseaux à posséder sont en place et s'appliquent partout au Canada, à l'exception des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, en raison d'une très faible quantité de prises dans ces régions.

Même si les maximums d'oiseaux à posséder sont reconnus comme une partie importante du *Règlement sur les oiseaux migrateurs*, ils ne constituent pas le principal moyen de contrôler les prises d'oiseaux migrateurs considérés comme gibier. En effet, modifier les maximums de prises par jour³, le calendrier des saisons de chasse (dates d'ouverture et de fermeture) et la durée de la saison ont une plus grande influence pour limiter le nombre de prises pour la plupart des espèces. En plus de ces facteurs, le temps, les efforts et les coûts liés à la transformation, au transport, à l'étiquetage et à l'entreposage des oiseaux sont les facteurs qui permettent réellement de contrôler les prises.

En réalité, le fait d'imposer des maximums d'oiseaux à posséder n'apporte souvent aucun avantage en matière de conservation pour plusieurs raisons : les chasseurs peuvent consommer rapidement les oiseaux abattus, ce qui leur permet de reprendre la chasse; la réglementation actuelle contient des dispositions qui autorisent les chasseurs à offrir de manière illimitée les oiseaux pris en vertu d'un permis de chasse à leurs amis et à leur famille (les bénéficiaires sont également tenus de respecter les maximums d'oiseaux à posséder), ce qui entraîne donc la possibilité de prises illimitées au cours d'une saison; et la grande majorité des chasseurs ne réussit jamais à capturer le maximum d'oiseaux à

¹ Le maximum d'oiseaux à posséder est le nombre total d'oiseaux migrateurs abattus auxquels un chasseur a droit en tout temps, que ceux-ci soient en sa possession ou temporairement en la possession d'une autre personne. Les oiseaux offerts en cadeau à une autre personne ne comptent plus dans le maximum d'oiseaux à posséder du chasseur qui les a abattus.

² Le concept de possession et de maximums d'oiseaux à posséder du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* : application passée, présente et future et importance pour la conservation des oiseaux migrateurs considérés comme gibier au Canada. Préparé par : SCF – DSFP Comité technique de la sauvagine. ». Le rapport complet est disponible sur demande, en français et en anglais.

³ Le maximum de prises quotidiennes est le nombre d'oiseaux migrateurs qui peuvent être capturés par une personne dans une seule journée.

posséder en une seule saison. Compte tenu de ces raisons, le maximum d'oiseaux à posséder ne représente pas un outil efficace pour contrôler les prises.

Le problème

Le concept actuel de maximum d'oiseaux à posséder ne permet pas de générer des avantages en matière de conservation ou de contrôle des prises, tel qu'initialement prévu. Plutôt, il crée complexité et incertitude, et sa mise en application semble se limiter à quelques rares occasions.

Les maximums d'oiseaux à posséder peuvent, toutefois, se révéler utiles dans d'autres cas et contribuer notamment à prévenir le gaspillage, à maintenir la valeur perçue des ressources, et à prévenir le commerce illégal. De plus, il existe des cas où il est nécessaire d'établir une certaine forme de maximums d'oiseaux à posséder afin de contrôler les prises, en particulier lorsque la conservation d'une espèce est hautement prioritaire.

En somme, les dispositions relatives aux maximums d'oiseaux à posséder ont une place dans le règlement, mais il est nécessaire de les clarifier, de les simplifier et de les modifier afin de maximiser leur pertinence et leur utilité.

Options

Le tableau ci-dessous présente plusieurs approches possibles pour améliorer la gestion de la possession d'oiseaux migrateurs pris au cours de la chasse. L'objectif est d'obtenir « oui » dans toutes les cellules.

Tableau 2.1 : Options liées à la possession

Objectif du maximum d'oiseaux à posséder	Contrôle des prises	Maintient de la valeur de la ressource	Encourage l'utilisation des oiseaux pris	Évite le gaspillage	Aide à prévenir le commerce illégal	Rentable pour le gouvernement
OPTIONS						
1. Statu quo : Chaque oiseau pris est comptabilisé dans le maximum d'oiseaux à posséder jusqu'à ce qu'il soit utilisé, donné ou disposé d'une quelconque manière	Mineur	Pour la plupart	Non	Non	Non	Oui

2. Système de quotas : Chaque oiseau pris est comptabilisé jusqu'à la saison suivante	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non
3. Chaque oiseau pris n'est plus comptabilisé dans le maximum d'oiseaux à posséder une fois « transformé »	Non	Oui	Oui	Non	Non	Oui
4. Chaque oiseau pris est comptabilisé jusqu'à ce que l'oiseau soit amené à une résidence (aussi connu sous le nom de « maximum à posséder sur le terrain »)	Non	Peut-être pas	Non	Non	Non	Oui
5. Aucun maximum à posséder	Non	Non	Non	Non	Non	Oui

Solution recommandée – Combinaison des options 2 et 3

Aucune option ne peut satisfaire tous les objectifs à la fois. De ce fait, le Service canadien de la faune songe à inclure les options 2 et 3 dans le règlement pour être utilisées lorsqu'appropriées, et **également** à incorporer une disposition interdisant le gaspillage (décrite en détail à la section suivante 2.2). De cette manière, tous les objectifs seraient respectés.

Selon cette approche, toutes les espèces seraient gérées conformément à l'une des deux dispositions du *Règlement sur les oiseaux migrateurs*, c.-à-d. la possession d'un oiseau migrateur par une personne serait gérée par un maximum d'oiseaux à posséder ou un système de quotas. Ainsi, les espèces seraient gérées par un maximum à posséder effectif jusqu'au moment où l'oiseau est transformé (tel que décrit à l'option 3), et un système de quotas (option 2) pourrait être utilisé dans les rares cas où la quantité de prises possibles est très petite.

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'option recommandée

La principale différence entre la nouvelle proposition et la réglementation actuelle est que, une fois que les oiseaux sont transformés, ceux-ci ne font plus partie du maximum d'oiseaux à posséder d'une personne.

De plus, un système de quotas est à l'étude comme solution de rechange pour gérer les prises dans les cas où un maximum de prises quotidiennes d'aussi peu qu'un seul oiseau pourrait entraîner une récolte excessive.

Définition de « maximum d'oiseaux à posséder » en vertu de l'option recommandée

Le **maximum d'oiseaux à posséder** correspondrait au nombre d'oiseaux d'une espèce qu'une personne peut avoir en sa possession à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit, que ce soit au lieu de chasse, au domicile ou sur la route, ou que ce soit des oiseaux étiquetés et temporairement sous la responsabilité d'une autre personne. Le maximum d'oiseaux à posséder serait applicable seulement **jusqu'au moment où les oiseaux sont transformés**.

Le maximum de prises quotidiennes continuerait de s'appliquer, même si les oiseaux sont transformés le jour même qu'ils ont été pris.

Définition de « transformé »

En vertu du nouveau concept de maximum de prises à posséder, un oiseau serait considéré comme ayant été « transformé » une fois qu'il aura été :

- conservé à des fins d'utilisation ultérieure, i.e. lorsque les viscères sont retirés et que l'oiseau est entièrement plumé ou lorsque les parties comestibles sont retirées de la carcasse puis congelées, cuites, mises en conserve ou fumées;
- transformé en saucisses ou viande séchée (« jerky »);
- naturalisé pour exposition (p. ex : par un taxidermiste).

Endroits où les oiseaux pourraient être transformés

La transformation devrait se faire dans une résidence (permanente ou temporaire, ce qui comprend votre camp de chasse ou hôtel) ou dans des installations de transformation fixes (non mobiles). Afin de conserver le caractère exécutoire du maximum de prises par

jour, lequel est le principal outil de contrôle des prises, la transformation des oiseaux sur le terrain ne serait pas autorisée, sauf s'ils sont mangés immédiatement sur le terrain.

Définition de « système de quotas »

Un système de quotas serait utilisé seulement lorsqu'il y a une grande nécessité de contrôler un nombre limité de prises. Par exemple, lorsque le nombre de prises possibles pour une espèce est limité, c.-à-d. un maximum d'un seul individu par jour pourrait entraîner une récolte excessive, un système de quotas serait utilisé pour limiter le nombre d'oiseaux récoltés.

Le **système de quotas** se veut un outil pouvant être utilisé dans l'avenir, mais pas dans l'immédiat. Ce système pourrait prendre diverses formes comme par exemple, limiter le nombre d'oiseaux pouvant être pris au cours d'une saison; ou encore limiter le nombre de chasseurs, ce qui serait géré à l'aide d'étiquettes; le système pourrait prendre la forme d'un enregistrement (un numéro 1-800); ou il pourrait être géré grâce à des points de contrôle des chasseurs dans des zones précises.

La notion d'un système de quotas est bien connue de la plupart des chasseurs; par exemple, les gouvernements provinciaux utilisent couramment un système d'étiquettes pour gérer la chasse au chevreuil.

Objectifs traités

- Les préférences des chasseurs sont prises en compte par la promotion de la transformation des oiseaux (p. ex., en saucisses).
- Clarifications en ce qui concerne quels oiseaux comptent dans le maximum d'oiseaux à posséder.
- Le soutien du public en faveur de la chasse est maintenu, en encourageant l'utilisation des oiseaux abattus.

POINTS IMPORTANTS

Le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* donne lieu à de nombreuses questions : « Un animal empaillé fait-il partie du maximum d'oiseaux à posséder? »; « Les saucisses font-elles partie du maximum d'oiseaux à posséder? »; « Les oiseaux pris au cours de l'année précédente comptent-ils dans le maximum de prises à posséder de l'année en cours? » Quand vient le temps de répondre à ces questions, le règlement tel qu'il est actuellement est très vague. Le nouveau concept de maximum à posséder apporte clarté et aucune ambiguïté ne persiste en regard aux réponses à ces questions. Exemple : « non, les oiseaux transformés ne comptent pas dans le maximum d'oiseaux à posséder ».

2.2 Interdire l'abandon d'oiseaux migrateurs

Contexte

Certains chasseurs se débarrassent des oiseaux sans les utiliser afin de contourner les maximums de prises quotidiennes et d'oiseaux à posséder, ce qui leur permet de poursuivre leur chasse. Cette pratique est souvent qualifiée de gaspillage.

Il existe des opinions divergentes sur la notion de « gaspillage » des oiseaux. Les discussions avec des intervenants dans tout le pays ont révélé que les perceptions de la notion de gaspillage, à la fois de la définition et de ses paramètres, varient considérablement entre les régions et les cultures. Par exemple, certaines personnes considèrent le prélèvement de la poitrine (récupération de la viande de poitrine seulement et abandon du reste de la carcasse) comme une pratique favorisant le gaspillage, tandis que pour d'autres personnes cette pratique est acceptable.

Le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* en vigueur exige que les oiseaux abattus soient récupérés, mais il n'interdit pas explicitement le gaspillage des oiseaux récupérés. Bien que le gaspillage soit interdit sous plusieurs formes en vertu de la législation provinciale, cette réglementation n'est pas uniforme dans tout le pays et, dans de nombreux cas, elle ne s'applique qu'aux espèces d'oiseaux gibier de juridiction provinciale (p. ex., perdrix, tétras et lagopèdes).

Le problème

Le gaspillage soulève des questions sur le plan de la conservation en raison de la possibilité qu'un trop grand nombre d'oiseaux soient abattus par certains chasseurs. Du point de vue de la réglementation, le gaspillage d'oiseaux migrateurs pris en vertu d'un permis de chasse va à l'encontre de l'objet et des principes de la *Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*.

Le gaspillage soulève aussi des questions liées à la perception du public. Même s'il ne s'agit pas d'une pratique courante, tuer des oiseaux et s'en débarrasser sans même les utiliser peut contribuer à ternir, aux yeux du public, la réputation des chasseurs en tant qu'agents de promotion de la conservation.

Comme indiqué dans la section précédente (2.1), une interdiction nationale sur le gaspillage est nécessaire pour que le nouveau concept de possession soit complet. Étant donné les divers points de vue sur le « gaspillage », il semble difficile d'obtenir une définition qui fasse l'unanimité à l'échelle nationale.

Options

Tableau 2.2 : Options visant à interdire le gaspillage

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. Statu quo – s'appuyer sur les lois provinciales	- Répond aux variations régionales de la définition de gaspillage	- Le gaspillage ne peut pas être sanctionné efficacement, les oiseaux migrateurs ne sont pas toujours protégés en vertu des lois provinciales, des questions de conservation demeurent, et la perception du public n'est pas prise en compte
2. Interdire l' abandon de carcasses est contraire à l'objet du permis en vertu duquel les oiseaux ont été abattus OPTION RECOMMANDÉE	- Prend en compte les situations de gaspillage les plus flagrantes - Répond aux variations régionales de la définition de gaspillage	- Les cas les moins flagrants risquent de ne pas être pris en compte
3. Interdire le gaspillage	- S'il était possible d'obtenir une définition nationale sur ce qui constitue un gaspillage, cela permettrait de tenir compte de la plupart des cas de gaspillage	- Une définition du gaspillage faisant l'unanimité n'est pas possible - Jugement de valeur qui varie en fonction de la région et de la culture

Solution recommandée – Option 2

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'option recommandée

Sous l'option recommandée, il serait interdit de tuer des oiseaux et de s'en débarrasser sans les utiliser, ce qui serait contraire à l'objectif du permis de chasse.

Abandon et don d'oiseaux

Les oiseaux pris en vertu d'un permis de chasse peuvent être offerts à quelqu'un d'autre, que cette personne soit titulaire d'un permis de chasse ou non. Toutefois, le bénéficiaire doit accepter les oiseaux sous la forme de don. Les oiseaux migrateurs abandonnés sur la propriété d'une autre personne ne seront pas considérés comme un don. Le bénéficiaire du don serait aussi lié à l'interdiction d'abandonner les oiseaux.

Objectifs traités

- Amélioration du contrôle des prises
- Maintien du soutien du public en faveur de la chasse
- Réponse aux demandes du public pour que le gaspillage soit interdit

POINTS IMPORTANTS

L'interdiction d'abandonner des oiseaux migrateurs permet de contrôler les cas de gaspillage les plus flagrants, un sujet qui soulève des préoccupations sur le plan de la conservation et qui ternit l'image des chasseurs aux yeux du public.

2.3 Preuve de la propriété légale

Contexte

En vertu du *Règlement sur les oiseaux migrateurs*, toute personne peut posséder ou être temporairement en possession d'oiseaux migrateurs considérés comme gibier qui ont été pris de façon légale en vertu d'un permis de chasse. Cela s'applique aux oiseaux qui ont été pris par la personne détenant le permis ou par une autre personne, à condition que la personne ayant abattu l'oiseau l'ait fait conformément à la loi. Le maximum d'oiseaux à posséder s'applique à toutes les personnes.

Le nouveau concept de possession de la section 2.1 du présent document prévoit, s'il est adopté, qu'une fois que les oiseaux sont transformés ils ne comptent plus dans le maximum d'oiseaux à posséder. Toutefois, toute personne doit toujours être en mesure de démontrer que l'oiseau est légalement en sa possession.

Lorsque des oiseaux se trouvent toujours entre les mains du chasseur qui les a abattus, le permis de chasse servira à prouver qu'ils ont été pris de façon légale. Dès qu'un chasseur ne se trouve plus en possession de l'oiseau qu'il a abattu, l'oiseau doit porter une étiquette indiquant le nom, l'adresse, la signature, le numéro de permis du chasseur et sa date de prise. Cette règle s'applique également lorsqu'une personne se retrouve temporairement en possession des oiseaux abattus (p. ex., d'un boucher ou d'un taxidermiste).

Le problème

Le fait d'attribuer une étiquette à chaque oiseau est un irritant de longue date pour les chasseurs, les guides et les personnes recevant les oiseaux en don. Cela est particulièrement difficile lorsque les oiseaux sont transformés en aliments tels que saucisses et viande séchée (« jerky »), ainsi que lorsqu'un grand nombre d'oiseaux doit être transporté en même temps. De plus, certaines personnes estiment que cette obligation est carrément contraignante.

Options

Tableau 2.3 : Options visant à prouver la propriété légale

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
<p>1. Le règlement demeure tel quel, mais permet également de rattacher une étiquette à un groupe d'oiseaux, plutôt qu'à chaque oiseau; il revient à la personne qui détient les oiseaux de prouver que les oiseaux ont été pris légalement. Le règlement précise, tel que c'est le cas maintenant, les renseignements qui doivent être fournis, y compris une signature</p> <p>OPTION RECOMMANDÉE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Supprime l'exigence contraignante concernant l'application d'une étiquette sur chaque oiseau - Les besoins sont clairs quant aux renseignements à obtenir 	<ul style="list-style-type: none"> - Le fardeau de la preuve incombe à celui qui détient les oiseaux, qui est probablement moins informé sur le règlement (mais cela peut être réglé grâce à un effort de promotion de la conformité dans l'avenir)
<p>2. Le fardeau de la preuve incombe à la personne qui détient les oiseaux, mais les moyens pour prouver la prise légale ne sont pas précisés (p. ex., cela pourrait être l'étiquette décrite ci-dessus, une lettre du chasseur qui a pris l'oiseau ou un autre moyen)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Supprime l'exigence contraignante concernant l'application d'une étiquette sur chaque oiseau - La personne qui détient les oiseaux choisit la manière de prouver la propriété légale 	<ul style="list-style-type: none"> - Délais permettant aux agents d'application de la loi de vérifier si l'oiseau a été pris de façon légale - Arguments sur ce qui constitue une preuve suffisante - Le chasseur peut refuser d'admettre qu'il a abattu les oiseaux
<p>3. Permettre d'apposer une étiquette sur un groupe d'oiseaux, plutôt que sur chaque oiseau. Il revient au chasseur d'apposer une étiquette sur l'oiseau ou le groupe d'oiseaux ou le paquet contenant la chair transformée. Tel qu'avec l'option 1, le règlement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Supprime l'exigence contraignante concernant l'application d'une étiquette sur chaque oiseau - Les besoins sont clairs quant aux renseignements à obtenir - Le fardeau de la preuve incombe au chasseur 	<ul style="list-style-type: none"> - La personne qui détient les oiseaux ou celui qui les a reçus doit savoir que cette information doit être fournie

continue de préciser les renseignements qui doivent être fournis.

Solution recommandée – Option 1

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'approche recommandée

D'après l'approche recommandée, l'étiquette peut être apposée sur un groupe d'oiseaux migrateurs plutôt que sur chaque oiseau individuellement ou encore sur les paquets contenant des produits transformés faits à partir de la chair des oiseaux.

Toutefois, jusqu'au moment de la transformation, les oiseaux doivent être congelés séparément, de telle sorte qu'il soit possible de les distinguer les uns des autres.

Dans quels cas les étiquettes sont-elles requises?

Les étiquettes sont requises dès qu'un oiseau migrateur n'est plus en la possession du chasseur qui l'a abattu, même si cette période n'est que temporaire.

Les étiquettes doivent être présentes lorsque les oiseaux se trouvent ou sont envoyés chez le boucher, le fabricant de saucisses, le taxidermiste, etc., ou lorsqu'ils en reviennent. De plus, des étiquettes sont requises lorsqu'un oiseau a été accepté par une personne de manière définitive sous la forme d'un don.

Quels renseignements devraient être indiqués sur l'étiquette?

L'étiquette doit indiquer :

- Le nom et l'adresse du propriétaire de l'oiseau;
- Le numéro du permis de chasse en vertu duquel l'oiseau a été capturé, ainsi que la signature du détenteur du permis.

Puisque les paquets peuvent contenir de la viande provenant de plusieurs oiseaux pris à des jours différents, il ne serait plus exigé d'indiquer la date à laquelle les oiseaux ont été abattus.

Objectifs traités

- Les préférences des chasseurs sont prises en compte
- Contenu plus clair
- L'applicabilité de la loi est maintenue

POINTS IMPORTANTS

Les étiquettes peuvent être apposées sur des groupes d'oiseaux dont les individus peuvent être distingués les uns des autres ou sur les emballages de produits faits à partir d'oiseaux migrants. Les étiquettes sont requises dès qu'un oiseau n'est plus en possession de la personne qui l'a abattu, même si cette période n'est que temporaire. Le règlement indique clairement les renseignements qui doivent figurer sur l'étiquette.

3. Méthodes et matériel de chasse

3.1 Nouvelle approche pour autoriser les grenailles non toxiques

Contexte

Les types de grenailles non toxiques qui peuvent être utilisés pour la chasse aux oiseaux migrateurs sont énumérés dans le *Règlement sur les oiseaux migrateurs*. À l'heure actuelle, huit définitions de types de grenailles ont été approuvées, et chaque type est défini par les éléments qui entrent dans sa composition.

Lorsqu'un fabricant souhaite ajouter un nouveau type de grenaille non toxique à la liste, il doit suivre un processus réglementaire complet. Ce processus comprend a) des essais de toxicité d'échantillons de la grenaille; b) l'évaluation et l'approbation des échantillons par des scientifiques d'Environnement Canada; et c) la modification officielle du règlement. L'ensemble du processus peut prendre de trois à cinq ans.

Plusieurs nouvelles grenailles sont composées d'ingrédients pour lesquels on a déjà déterminé la toxicité.

Le problème

Le processus d'ajout de chaque nouveau type de grenaille non toxique présente un important fardeau administratif sur le plan du temps et des ressources. De plus, on doit se demander s'il est raisonnable pour l'industrie de devoir attendre jusqu'à cinq ans pour enregistrer une nouvelle grenaille non toxique.

Options

Tableau 3.1 : Options envisagées pour certifier les nouvelles grenailles non toxiques

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. Statu quo – La mise à l'essai de toutes les nouvelles grenailles est nécessaire ainsi que le processus réglementaire qui s'en suit	- Les chasseurs et les agents d'application de la loi réfèrent au <i>Règlement sur les oiseaux migrateurs</i> pour obtenir une liste de grenailles approuvées	- Fardeau administratif, processus très long

2. Adopter une définition générique qui tiendrait compte des éléments pour lesquels on a déjà évalué la toxicité, **et** exiger que les fabricants apposent sur les boîtes de cartouches une étiquette avec la mention « non toxique pour les oiseaux migrateurs ».

OPTION RECOMMANDÉE

- Cela permettrait d'accommoder la plupart des nouvelles grenailles non toxiques en cours d'élaboration
- Élimine le processus actuel de présentation du fabricant et les essais de toxicité sur chaque nouvelle grenaille potentielle
- Les essais et le processus réglementaires ne seraient nécessaires que pour toute grenaille proposée ne répondant pas aux critères de la définition générale
- L'exigence relative à l'étiquetage par l'industrie renforce la confiance des chasseurs, en l'absence d'une liste prévue par la réglementation

- Les chasseurs ou les agents d'application de la loi n'ont aucune liste de grenailles approuvées à laquelle ils peuvent se référer

Solution recommandée – Option 2

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'approche recommandée

En adoptant l'approche recommandée, les chasseurs pourraient être certains que la grenaille qu'ils achètent est certifiée comme non toxique, et le processus d'approbation serait beaucoup plus rapide pour les fabricants.

La définition proposée n'éliminerait pas complètement la nécessité d'éventuelles modifications au *Règlement sur les oiseaux migrateurs* dans l'avenir, mais elle réduirait probablement cette nécessité de façon considérable.

Proposition d'une nouvelle définition de « grenaille non toxique »

« Toute grenaille contenant en poids jusqu'à 100 % de fer, de tungstène, d'étain ou de bismuth, ou toute combinaison de ces quatre métaux, et qui contient au plus 45 % de cuivre, au plus 35 % de nickel et au plus 1 % de tout autre élément, et toute quantité de nylon 6 ou 11 ou de copolymère d'acide méthacrylique d'éthylène ».

Étiquetage de la grenaille

Les fabricants seraient tenus d'apposer sur la boîte une étiquette avec la mention « non toxique pour les oiseaux migrants »

Objectifs traités

- Clarté
- Efficience de la réglementation

POINTS IMPORTANTS

L'option proposée, qui comprend la redéfinition de la grenaille non toxique et l'étiquetage des boîtes de cartouches avec la mention « non toxique pour les oiseaux migrants », réduit le fardeau administratif des essais de toxicité non requis. Il est donc plus facile pour les chasseurs de savoir quels types de grenailles ont été approuvés.

3.2 Option pour s'assurer que les espèces prises peuvent être identifiées

Contexte

La réglementation concernant les maximums de prises quotidiennes, le maximum d'oiseaux à posséder et les dates des saisons de chasse diffèrent en fonction de chaque espèce. Ainsi, la réglementation peut être rédigée de façon spécifique pour assurer la conservation d'espèces dont l'effectif est faible et autoriser plus de possibilités de chasse dans le cas d'espèces dont le nombre d'individus est élevé. Étant donné que les règlements varient selon l'espèce, il est important que les agents d'application de la loi soient capables d'identifier les oiseaux abattus. C'est la raison pour laquelle la réglementation actuelle exige que les chasseurs laissent une aile intacte munie de toutes ses plumes sur chaque carcasse, étant donné que les espèces peuvent être identifiées facilement grâce au patron de couleurs sur l'aile.

Le problème

Environnement Canada a reçu de nombreuses plaintes au sujet de l'exigence actuelle, qui est de conserver une aile intacte, munie de toutes ses plumes, attachée à la carcasse. De nombreux chasseurs ont demandé l'autorisation de laisser la tête de l'oiseau, plutôt qu'une aile, car ils estiment que les espèces d'oiseaux migrateurs peuvent être identifiées aussi bien à partir d'une tête intacte munie de toutes ses plumes que des plumes sur une carcasse.

Aux États-Unis, les chasseurs sont autorisés à choisir l'option de garder la tête intacte, munie de toutes ses plumes, sur la carcasse, et aucun problème n'a été signalé avec cette pratique.

La taille de l'aile d'une oie ou d'une bernache pose des difficultés pour le transport des oiseaux. De plus, les chasseurs sont également inquiets de la possible contamination qui pourrait découler du contact de l'aile avec le reste de la carcasse plumée et nettoyée.

Options

Tableau 3.2 : Options envisagées pour l'identification des espèces

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. Statu quo – il faut conserver une aile intacte munie de toutes ses plumes et attachée à la carcasse, jusqu'au moment de la transformation	- L'espèce est facilement identifiable	- Les chasseurs continuent de trouver que les ailes sont trop encombrantes à transporter, en particulier pour les oies et bernaches
2. Laisser le choix aux chasseurs de conserver soit la tête, soit une aile intacte attachée à la carcasse, plutôt que d'exiger seulement que ce soit une aile OPTION RECOMMANDÉE	- Les chasseurs ont demandé à plusieurs reprises que l'option visant à garder la tête intacte munie de toutes ses plumes soit ajoutée au règlement	- Cela peut nécessiter une nouvelle formation des agents d'application de la loi

Solution recommandée – Option 2

MESSAGES À RETENIR

La principale différence entre le statu quo et l'option recommandée

Le chasseur aurait le choix de conserver la tête ou une aile intacte munie de toutes ses plumes et attachée à la carcasse

L'aile ou la tête peut être retirée pour la transformation

Les oiseaux qui ont été plumés et nettoyés mais qui n'ont subi aucune autre étape de conservation (p. ex., congélation ou cuisson), **ne sont pas** considérés comme transformés, et doivent donc avoir toujours l'aile ou la tête en place.

Une fois que les oiseaux ont été transformés (voir la définition dans la section 2.1), la tête ou l'aile peut être retirée.

Pourquoi ne pas utiliser des tests d'ADN?

De nouvelles techniques pourraient être accessibles dans l'avenir, mais il est impossible de réaliser des tests d'ADN pour le moment.

Objectifs atteints

- La préférence des chasseurs est prise en compte

POINTS IMPORTANTS

À la demande des chasseurs, ceux-ci pourraient choisir de conserver une aile ou la tête intacte munie de toutes ses plumes et attachée à la carcasse.

3.3 Utilisation d'arcs

Contexte

À l'heure actuelle, le règlement permet l'utilisation d'un grand arc pour chasser les oiseaux migrateurs. Un « grand arc » peut consister en un arc à revers ou en un arc composé.

Le problème

Certains chasseurs souhaitent que le Service canadien de la faune ajoute les arbalètes dans les moyens de chasse légaux. Toutefois, d'autres personnes estiment que la chasse utilisant tout type d'arc devrait être interdite, car de l'équipement inadéquat (pas assez puissant ou types de flèches inappropriés) peut infliger des mutilations aux oiseaux. Les images d'oiseaux toujours en vie avec des flèches transperçant leur corps publiées sur Internet ne contribuent pas positivement à la perception de la chasse par le public.

Si les cas de mutilations doivent être réduits, il est important de veiller à ce que les exigences relatives aux arcs, indépendamment de leur type, soient appropriées pour la chasse à la sauvagine.

Options

Tableau 3.3 : Options envisagées pour un nouveau concept d'utilisation des arcs

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. Continuer à permettre la chasse à l'aide d'un grand arc et ajouter les arbalètes	<ul style="list-style-type: none">• Règle le problème d'incohérence liée à l'interdiction des arbalètes sans aucune raison apparente	<ul style="list-style-type: none">• Cela ne règle pas les questions liées aux mutilations
2. Continuer à permettre la chasse à l'aide d'un grand arc et ajouter les arbalètes, de même que des spécifications relatives à la puissance des arcs et arbalètes pour s'assurer qu'ils possèdent la puissance nécessaire pour tuer un oiseau	<ul style="list-style-type: none">• Cela permet de régler les questions liées aux mutilations	<ul style="list-style-type: none">• Aucun
OPTION RECOMMANDÉE		
3. Interdire l'utilisation de tout	<ul style="list-style-type: none">- Élimine l'arc en tant que	<ul style="list-style-type: none">- Élimine une technique

type d'arc pour chasser les oiseaux migrateurs	source de mutilations	que les chasseurs aiment utiliser au lieu de régler les problèmes qui se rattachent à leur utilisation
--	-----------------------	--

Solution recommandée – Option 2

MESSAGES À RETENIR

S'assurer que les arcs et les arbalètes sont assez puissants

Conformément à l'option 2, le règlement pourrait être modifié de façon à inclure une nouvelle description des arcs et arbalètes autorisés. Voici la formulation proposée :

Un arc (grand arc, arc à revers ou arc composé) doit avoir une puissance minimale de 18 kg (40 lb) et utiliser une flèche avec une pointe large ayant au moins deux lames affûtées de 22 mm (7/8 po) de largeur au minimum. Les arbalètes doivent avoir une puissance minimale de 45 kg (100 lb environ) et utiliser un vireton avec une pointe large ayant au moins deux lames affûtées de 22 mm (7/8 po) de largeur au minimum.

Harmonisation avec les exigences provinciales

Les spécifications relatives à la chasse aux dindons qui figurent dans la réglementation provinciale correspondent en grande partie aux exigences nécessaires pour la chasse aux oies et bernaches. Par conséquent, notre proposition (citée précédemment) adopte les exigences provinciales minimales, tout en assurant que les chasseurs n'auront pas à acheter de nouveaux équipements d'archerie pour chasser les oiseaux migrateurs.

Lorsque les exigences provinciales pour l'utilisation des arcs et arbalètes pour la chasse aux oiseaux considérés comme gibier diffèrent de ce qui est décrit précédemment, on pourrait considérer d'adopter les spécifications provinciales.

Objectifs atteints

- Cela permet de régler les questions de mutilations
- Règle l'actuelle incohérence liée à l'interdiction des arbalètes sans aucune raison apparente
- Répond aux demandes des chasseurs et renforce leur plaisir de chasser

POINTS IMPORTANTS

L'approche proposée répond à la demande des chasseurs visant à autoriser l'utilisation des arbalètes, et aussi réduire les risques de mutiler les oiseaux.

4. Problèmes liés à la chasse et aux permis en vertu de Règlement sur les oiseaux migrateurs

4.1 Autorisation de dépasser le maximum d'oiseaux à posséder pour les entreprises dressant des chiens rapporteurs

Contexte

Les entreprises qui dressent des chiens pour en faire des chiens rapporteurs veulent utiliser des carcasses d'oiseaux migrateurs pour entraîner les chiens. Puisque le Service canadien de la faune a toujours encouragé les chasseurs à bien entraîner leurs chiens rapporteurs, le règlement actuel permet des maximums d'oiseaux à posséder spéciaux pour ces entreprises. Le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* spécifie que les entreprises dressant des chiens peuvent avoir au plus un maximum de 200 carcasses munies de toutes leurs plumes ayant été données et prises légalement par des chasseurs, en vertu d'un permis de chasse aux oiseaux migrateurs.

Les carcasses, utilisées pour entraîner les chiens, ne sont pas considérées comme transformées et continuent donc à compter dans le maximum d'oiseaux à posséder d'une personne ou d'une entreprise, et cela continuera de s'appliquer en vertu du nouveau concept de maximum à posséder décrit à la section 2.1.

Le problème

On reçoit des plaintes des chasseurs et du grand public lorsqu'un grand nombre d'individus d'une espèce, dont les prises sont restreintes (p. ex., 200 Canards noirs), sont utilisées pour le dressage des chiens. Étant donné l'assouplissement proposé des règles liées aux maximums d'oiseaux à posséder, nous devons nous assurer que les exceptions comme celle-ci, lorsqu'elles existent, peuvent être gérées adéquatement.

Options

Tableau 4.1 Options proposées pour gérer la possession d'oiseaux par les entreprises de dressage de chiens rapporteurs

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. <i>Statu quo</i> – Continuer d'autoriser les entreprises à posséder jusqu'à 200 oiseaux. Exiger que les oiseaux soient obtenus auprès de chasseurs, et continuer de ne pas imposer de restrictions sur la composition des espèces et de ne pas exiger la préparation d'un rapport à soumettre au Service canadien de la faune.	- Aucun changement pour les entreprises actuelles	- Aucun moyen de gérer la composition des espèces - Ne règle pas le problème lié à la perception du public
2. Continuer de permettre aux entreprises de posséder jusqu'à 200 oiseaux, mais n'autoriser que les espèces pour lesquelles il n'y a pas de restriction imposée sur le maximum de prises par jour, et exiger que les entreprises s'inscrivent auprès du Service canadien de la faune et qu'elles soumettent un rapport annuel. De plus, continuer d'exiger que les oiseaux soient obtenus auprès des chasseurs. OPTION RECOMMANDÉE	- Moyen de gérer la composition des espèces et de s'assurer qu'il n'y a aucun risque en matière de conservation - Règle la question de perception du public - Clarté pour les agents d'application de la loi	- Le fardeau réglementaire est augmenté pour les entreprises qui participent à cette activité
3. Élaborer une réglementation pour la mise en œuvre des mesures décrites à l'option 2, mais sans l'obligation d'inscription des entreprises ni l'obligation de produire un rapport annuel. Continuer d'exiger que les oiseaux soient obtenus auprès des chasseurs.	- Moyen de gérer la composition des espèces et de s'assurer qu'il n'y a aucun risque en matière de conservation - Règle la question de perception du public	- Manque de clarté pour les agents de l'application de la loi - Difficile de s'assurer que les restrictions sur les maximums de prises par jour sont comprises et respectées

Solution recommandée – Option 2

MESSAGES À RETENIR

Permet de s'assurer que les exceptions concernant les maximums d'oiseaux à posséder peuvent être gérées

Conformément à l'option 2, le règlement permettrait de s'assurer qu'il y a un mécanisme en place pour limiter les espèces qui peuvent être utilisées (par exemple, qu'il n'y ait pas plus de 10 Canards noirs parmi les 200 oiseaux).

Les entreprises procèdent comme elles le font présentement, mais elles doivent en plus s'enregistrer auprès du Service canadien de la faune.

D'après l'approche recommandée, les entreprises procèdent comme avant, mais elles doivent s'enregistrer et respecter les exigences sur la composition des espèces.

Objectifs atteints

- Règle le problème de perception concernant l'exception pour les entreprises dressant des chiens rapporteurs qui pourrait être préoccupante en matière de conservation
- Continue de permettre aux entreprises dressant des chiens d'utiliser des carcasses d'oiseaux migrateurs au-delà des maximums d'oiseaux à posséder
- Clair et exécutoire

POINTS IMPORTANTS

L'approche proposée gère les exceptions aux maximums d'oiseaux à posséder qui permettent actuellement aux entreprises qui dressent des chiens rapporteurs d'utiliser des carcasses d'oiseaux migrateurs.

4.2 Dons de carcasses d'oiseaux migrateurs à des banques alimentaires ou à des soupers bénéfiques

Contexte

Le Service canadien de la faune reçoit des demandes d'autorisation pour des dons d'oiseaux faits par des chasseurs pour la consommation à des soupers bénéfiques de collecte de fonds et de banques alimentaires. Il existe un certain nombre de questions réglementaires liées à ces demandes. Tout d'abord, bien qu'un chasseur soit autorisé à donner des oiseaux pris de façon légale en vertu d'un permis de chasse, il n'existe actuellement aucune exception dans le règlement qui permettrait à toute personne ou tout groupe de dépasser le maximum d'oiseaux à posséder à cette fin. Cela signifie qu'aucun bénéficiaire, incluant un organisme comme une banque alimentaire, ne peut avoir plus d'une limite de possession. Toutefois, si le nouveau concept de possession proposé à la section 2.1 du présent document était adopté, une fois que les oiseaux sont transformés, ils ne compteraient plus dans le maximum d'oiseaux à posséder. En d'autres termes, le bénéficiaire d'oiseaux transformés ne serait pas restreint par un maximum d'oiseaux à posséder. Donc, les oiseaux transformés pris de façon légale en vertu d'un permis de chasse pourraient être donnés et reçus à cette fin.

Le Service canadien de la faune reçoit également des demandes visant à ce que le don d'oiseaux pris en vertu des permis relatifs aux oiseaux nuisibles ou dangereux soit autorisé. Ces permis peuvent être délivrés par le Service canadien de la faune aux propriétaires fonciers ou aux gestionnaires des terres qui sont victimes d'importants dommages matériels causés par des oiseaux migrateurs. Dans la majorité des cas, les dommages sont causés par les espèces d'oiseaux migrateurs considérés comme gibier. Lorsque des oiseaux migrateurs sont tués pour réduire les dommages, les titulaires de permis souhaitent, parfois, en faire don pour une utilisation à des fins alimentaires.

Le problème

Il y a donc deux questions non résolues : 1) le règlement **ne précise pas** que les oiseaux tués en vertu d'un autre type de permis (p. ex., un permis visant à mettre en œuvre des stratégies pour la gestion des oiseaux qui causent des dommages matériels) peuvent être donnés par le titulaire du permis aux fins d'utilisation par une autre personne; et 2) lorsqu'il y a échange d'argent ou lorsqu'il y a une autre forme de remboursement, cela pourrait être perçu comme la vente d'oiseaux migrateurs, ce qui est interdit.

L'une des principales raisons de la création de la *Convention concernant les oiseaux migrateurs de 1916* était d'arrêter la chasse commerciale. Nous souhaitons éviter de recréer des marchés pour les oiseaux migrateurs et, en même temps, nous aimerions promouvoir l'utilisation des oiseaux tués en vertu d'autres permis (principalement la Bernache du Canada), aux fins de contrôle des populations, ce qui inclut également les oiseaux capturés au cours des saisons spéciales de conservation des espèces surabondantes (Oie des neiges). Avec des conditions strictes qui seraient imposées sur la permission de donner des oiseaux, il serait possible de s'assurer que l'interdiction de vente d'oiseaux migrateurs n'est pas contournée.

D'autres lois, fédérales et provinciales, sur la salubrité des aliments peuvent s'appliquer, et il serait de la responsabilité des chasseurs et des organismes de comprendre la réglementation pour chaque province. L'objet de cette proposition est d'éliminer les obstacles du *Règlement sur les oiseaux migrateurs*.

Options

Tableau 4.2 – Options considérées pour gérer les dons d'oiseaux destinés à la consommation dans le cadre de banques alimentaires ou des dîners de collecte de fonds

OPTIONS	AVANTAGES	INCONVÉNIENTS
1. <i>Statu quo</i> – Aucun don ou aucune acceptation d'oiseaux migrateurs aux fins de consommation ou d'autres utilisations à des événements de collecte de fonds	- Aucune chasse commerciale aux oiseaux migrateurs n'est créée	- Les oiseaux abattus aux fins de contrôle des populations et en vertu d'un autre permis sont potentiellement gaspillés

<p>2. Les oiseaux migrateurs tués en vertu d'autres permis que les permis de chasse (inclut les espèces surabondantes) peuvent être donnés et utilisés lors d'activités de banques alimentaires et de collecte de fonds dans le cadre d'un système d'enregistrement, avec la condition stricte que les oiseaux soient utilisés pour des causes charitables et soumis à des exigences pour empêcher la vente</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Évite le gaspillage des oiseaux tués parce qu'ils causeraient des dommages ou étaient dangereux 	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe un risque de créer un marché pour les oiseaux migrateurs, mais il y a peu de risque quant à la conservation, car les espèces prises en vertu d'autres permis sont généralement extrêmement abondantes
<p>3. En plus de ce qui est mentionné au point 2 ci-dessus, les oiseaux migrateurs – excluant les oiseaux soumis à des restrictions sur le maximum de prises quotidiennes – pris en vertu d'un permis de chasse peuvent être donnés et utilisés lors d'activités de banques alimentaires ou de collecte de fonds dans le cadre d'un système d'enregistrement, avec la condition stricte que les oiseaux soient utilisés pour des causes charitables et soumis à des exigences pour empêcher la vente</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En plus de ce qui est mentionné au point 2 ci-dessus, toute espèce chassée pour laquelle la récolte n'est pas gérée à son maximum (c.-à-d. qui serait soumis à des restrictions sur le maximum de prises quotidiennes) peut être utilisée - Répond aux demandes des organismes non gouvernementaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe un risque de créer un marché pour les oiseaux migrateurs - Le <i>Règlement sur les oiseaux migrateurs</i> vise à appuyer la chasse, mais pas à des fins commerciales.
<p>OPTION RECOMMANDÉE</p>		
<p>4. En plus de ce qui est mentionnée au point 2 ci-dessus, tout oiseau migrateur pris en vertu d'un permis de chasse peut être donné et utilisé lors d'activités de banques alimentaires ou de</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Répond aux demandes des organismes non gouvernementaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe un risque de créer un marché pour les oiseaux migrateurs, incluant les espèces pour lesquelles des restrictions sont en place sur le maximum de prises par jour - Le <i>Règlement sur les</i>

collecte de fonds. Ceci serait géré par un système d'enregistrement avec la condition stricte que les oiseaux soient utilisés pour des causes charitables et soumis à des exigences pour empêcher la vente

oiseaux migrants vise à supporter la chasse, mais pas à des fins commerciales

Solution recommandée – Option 3

MESSAGES À RETENIR

Les oiseaux abattus en vertu d'un autre permis ne sont pas gaspillés

Selon l'option recommandée, les oiseaux migrants pris en vertu d'un autre permis peuvent être donnés par le titulaire du permis et utilisés lors des activités de banques alimentaires et de collecte de fonds organisés par les organismes admissibles. Ces oiseaux seraient principalement les Bernaches du Canada et, dans le cas de la réglementation sur les espèces surabondantes, les Oies des neiges. Les deux espèces sont abondantes et il n'y a aucune préoccupation en matière de conservation à l'heure actuelle.

Les oiseaux peuvent être servis aux dîners de collecte de fonds, sous réserve de certaines restrictions

D'après l'approche recommandée, les oiseaux pourraient être servis à des dîners de collecte de fonds, sous réserve de restrictions qui peuvent comprendre les suivantes : 1) Seules les espèces qui ne sont pas soumises à des restrictions en matière de maximum de prises quotidiennes peuvent être utilisées, 2) le donateur pourrait ne pas recevoir d'avantages pouvant être interprétés en tant que paiement (p. ex., reçu d'impôt, remboursement des dépenses, billet gratuit, adhésion gratuite, rabais, ou toute autre forme de rémunération); 3) la banque alimentaire doit donner, et non vendre, la nourriture; et 4) Environnement Canada ne serait pas responsable de la certification ou de vérifier ou contrôler la salubrité de la chair des oiseaux.

D'autres lois peuvent également s'appliquer

Tout autre règlement fédéral ou provincial qui ne relève pas de la compétence du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* continuerait de s'appliquer (les règlements fédéraux ou provinciaux en matière d'inspection des aliments, etc.).

Objectifs atteints

- Les oiseaux capturés en vertu d'un autre permis ne sont pas gaspillés
- Répond aux souhaits du public

POINTS IMPORTANTS

L'approche proposée répond à la demande du public, à savoir que les oiseaux migrateurs pourraient être donnés à des organismes admissibles et utilisés par ces derniers.

Résumé

L'ensemble des propositions recommandées devraient permettre de contrôler les prises lorsque nécessaire, d'encourager l'utilisation des oiseaux abattus, de supprimer les obstacles inutiles pour les chasseurs, d'améliorer la clarté du règlement et de faciliter l'application de la loi, de même que de maintenir la valeur des ressources aux yeux du public.

Les principales modifications à apporter au *Règlement sur les oiseaux migrateurs* décrites dans le présent document s'appuient sur l'interaction entre les éléments suivants :

- i) un nouveau concept de possession;
- ii) un nouvel incitatif pour transformer les oiseaux, qui élimine ceux-ci des maximums d'oiseaux à posséder une fois qu'ils sont transformés;
- iii) l'ajout d'un énoncé sur l'objectif du permis de chasse aux oiseaux migrateurs;
- iv) une interdiction d'abandonner des oiseaux, ce qui est contraire à l'objet du permis de chasse.

Les autres modifications permettront de s'assurer que :

- les chasseurs sont informés des types de grenailles non toxiques certifiées vendues dans le commerce;
- les chasseurs ont le choix des moyens pour démontrer quelles espèces ils ont prises;
- l'utilisation des arcs pour la chasse aux oiseaux migrateurs est réglementée.
- les entreprises dressant des chiens rapporteurs peuvent continuer à dépasser le maximum d'oiseaux à posséder;
- les oiseaux migrateurs peuvent être donnés et reçus aux fins d'utilisation par les organismes charitables.

N'OUBLIEZ PAS QUE NOUS AIMERIONS RECEVOIR VOS COMMENTAIRES

Veuillez-vous assurer que le Service canadien de la faune reçoit vos commentaires sur ces propositions avant le 9 juin 2014 :

- Par courriel à : Rapports.Omregs@ec.gc.ca;
- Par la poste à l'adresse suivante : Directeur, Conservation et gestion des populations, Service canadien de la faune, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0H3